

# Sénégal : 2023, une année décisive pour le pays de la Terranga

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 04 JANVIER 2023

# 1257

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mali – Algérie

## Akli Ait Ahcene, patron du groupe AMS en visite d'exploration



**VBG et VSLC : L'APROFEM tire la sonnette d'alarme !**



**SOS SECURITE : Une application d'alerte pour sauver des vies**



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**03** Janv.  
2023

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**223**

Nouveaux cas confirmés

**01**

Nouveaux guéris

**00**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**648 404** Vaccinations incomplètes

**2 808 070** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**32 771**

**Guéris**

**31 950**

**Décès**

**743**

dont 01 fait l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.18



P.24



## / Une /



Mali – Algérie : Akli Ait Ahcene, patron du groupe AMS en visite d'exploration

P.5

## / Brèves /



Transition au Mali : Le président évoque les efforts consentis en 2022, des maliens en demandent encore

P.10

Transition : La classe politique partagée sur le bilan de 2022

P.10

Justice : Mariko, Boubou, Tieman, Igor Et Babaly Bah recherchés

P.11

Mali : Les déclarations du président Tebboune sur le groupe russe Wagner suscitent un énorme malaise

P.11

Sous-secteur de l'emploi et de la formation professionnelle : 15 cadres décorés

P.11

## / Actualité /



VBG et VSCL : L'APROFEM tire la sonnette d'alarme !

P.13

ABFN : Enrayer le recul des financements intérieurs

P.14

SOS SECURITE : Une application d'alerte pour sauver des vies

P.15

La santé de la reproduction et la planification familiale : La ligne budgétaire comme alternative !

P.16

Enseignement Supérieur : Le collectif des docteurs vacataires revient à la charge

P.18

Agence du Bassin du Fleuve Niger : Inauguration d'un nouveau siège à N'Tabacoro

P.19

PAEFFK : Les membres du comité de pilotage apprécient les résultats obtenus

P.20

Optimisation du rendement des agents : La CG-SIFOR dotée d'une nouvelle bâtisse

P.21

## / Politique /



Sortie de crise au Mali : Aliou Diallo appelle à la conclusion d'un pacte de stabilité

P.23

  lections de 2024 : L'Adema dans le starting-block

P.24

2022 : Une année assombrie par des contre-performances

P.26

## / Culture & société /



Fête de fin d'année : Le poulet à prix d'or dans certains marchés

P.27

## / International /



Sénégal : 2023, une année décisive pour le pays de la Terranga

P.28

Maroc : Arrestation de plus de 32.000 candidats à la migration clandestine en 2022

P.29

## / Sport /



« Personne ne le savais jusqu'à maintenant » : La grosse révélation de Zinedine Zidane

P.30

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladi   (Bamako – Mali)

Email : [ampikile@gmail.com](mailto:ampikile@gmail.com)

Site Web : [www.malikile.com](http://www.malikile.com)

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:** .....

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



# Malikilé

VOUS SOUHAITE  
UNE BONNE ET HEUREUSE ANNEE

# 2023



HAPPY NEW YEAR



# Mali – Algérie Akli

## Ait Ahcene, patron du groupe AMS en visite d'exploration

Durant la dernière semaine de décembre 2022, le PDG du Groupe AMS non moins l'homme d'affaires algérien Akli AIT AHCENE était en visite d'exploration au Mali pour observer dans quel domaine il pourra investir. Au cours de son séjour, l'Ambassadeur d'Algérie au Mali, SEM El Haoues Riache a organisé le vendredi 30 décembre 2022, une rencontre d'échanges entre l'homme d'affaires et les chefs d'entreprise maliens sur les opportunités d'investissement que son compatriote avait à proposer.

**D**epuis un certain temps, le géant algérien avec l'arrivée au pouvoir et la volonté politique de son Président SEM Abdelmadjid Tebboune a commencé à chemiser et renforcer la coopération Sud/Sud entre l'Algérie et les pays Subsaharien à travers une nouvelle politique commerciale en présence des banques filiales d'État, l'ouverture d'une ligne maritime, la finalisation de la route transsaharienne, l'installation de la fibre optique (Mali, Niger, Tchad, Mauritanie), en donnant des opportunités aux hommes d'affaires de son pays d'aller à la conquête des nouveaux marchés dans les pays voisins.

C'est ainsi que le PDG du groupe AMS M Akli AIT AHCENE implanté déjà dans 20 pays africains dira que sa présence et celle du groupe AMS au Mali est la confirmation de cette volonté des plus hautes autorités algériennes d'être partout en Afrique et plus particulière-

ment au Mali avec qui l'Algérie partage l'histoire émancipatrice de la lutte de leurs peuples pour les indépendances. « **Le Mali est un pays voisin, le groupe AMS vient au Mali pour la production et non pour revendre** », a-t-il indiqué.

Selon M Akli AIT AHCENE son groupe AMS intervient dans quatre domaines d'activités à savoir l'Assistance Technique avec AMS Algérie, AMS technologie spécialisée dans l'informatique et dans la communication, AMS pharma dans la production des produits pharmaceutiques et AMS modulaire spécialisée dans la vente, la location et la maintenance de bâtiments modulaires.

Le PDG du groupe AMS déplore de voir plusieurs opportunités d'investissements au Mali qui, malheureusement reste inexploitées. Après une semaine d'échanges avec les responsables publics et les opérateurs écono-



miques Akli AIT AHCENE, a indiqué que la priorité pour le Mali est la production des produits pharmaceutiques. Et dans ce domaine, son groupe est prêt à investir au Mali, car il a vu des volontés manifestées par les Maliens dans ce sens « **Cela fait mal de voir des produits pharmaceutiques dans les rues. Nous allons dans un premier temps investir dans la consommation hospitalière pour donner la possibilité aux hôpitaux maliens de fonctionner sans aller en Chine. Nous pouvons fournir l'intégralité de n'importe quels produits hospitaliers au Mali pour le bien-être des citoyens maliens et les soignants avec nos produits aux normes européennes** », explique le PDG Akli AIT AHCENE.

■ Bokoum Abodoul Momini



## Mamoutou Tangara



LES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ À PIED D'ŒUVRE CONTRE LES FORCES DU MAL. Que Dieu protège nos FAMA

## Kassoum Thera



70 maisons F3 et 30 maisons F4 ce sont les logements que le PMU Mali va construire pour ses travailleurs à Samanko non loin de l'usine Mali Tracteurs.

## Mali Actu



Qui a été le meilleur joueur africain de l'année civile 2022 ? C'est une question que se posent plusieurs fans de foot. Dans une année où les stars africaines ont brillé à la Coupe d'Afrique des Nations, en Ligue des Champions et à la Coupe du monde Qatar, désigner le meilleur ne fera assurément pas l'unanimité.



## Samprin Bob



Ministère de l'enseignement supérieur : Allah-kama, agrandissez et lisez les fournitures et les prix de cet avis général de passation de marchés au titre de l'année budgétaire 2023.

Ça se passe de tout commentaire

1 Achat des produits alimentaires pour le Cabinet et la DFM : 60 millions de francs CFA

2 Achat de fournitures et consommables de bureau pour le Cabinet et la DFM : 40 millions de Francs CFA

5 Achat de produits alimentaires pour la DGESRS : 20 millions de Francs CFA

7 Achat de lubrifiants pour la DGESRS : 10 millions de francs CFA

9 Fourniture de journaux et magazines : 15 millions de francs CFA

11 Achat d'encre pour copieurs et imprimantes de la DFM et du Cabinet : 24 millions 900 000fca

12 Achat des pagnes pour les journées du 8 Mars et 31 juillet : 15 millions de francs CFA...

Services courants

2\_ inauguration du projet kabala phase II: 24 millions 950.000

Halsa on nous dit ko #Anka\_Tiesiri bilaye foutage de gueule

Avis-Annonces 13

**AVIS GÉNÉRAL DE PASSATION DES MARCHÉS**

**AVIS GÉNÉRAL DE PASSATION DES MARCHÉS POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2023**

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique- Mise à jour du : initial  
 Désignation de la Personne Responsable des Marchés Publics : Directeur des Finances et du Matériel  
 Adresse de la Personne Responsable des Marchés Publics : Place de la Liberté, Poste 14, Bamako

Objet de l'appel à concurrence	Montant Prévisionnel	Source de Financement	Mise au Marché	Date prévisionnelle de passation
<b>Fournitures</b>				
1 Achat des produits alimentaires pour le Cabinet et la DFM	60 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
2 Achat de fournitures et consommables de bureau pour le Cabinet et la DFM	40 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
3 Achat de matériels et équipements de bureau pour le Cabinet et la DFM	40 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
4 Achat de matériels et équipements de bureau pour la DGESRS	20 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
5 Achat de produits alimentaires pour la DGESRS	20 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
6 Fourniture d'équipement de communication au profit du Cabinet et de la DFM	20 900 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
7 Achat de lubrifiants pour la DGESRS	10 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
8 Achat de fournitures de bureau au profit de la DGESRS	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
9 Fourniture de journaux et magazines	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
10 Achat des pagnes et bannières pour les journées du 8 Mars et 31 juillet	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
11 Achat d'encre pour copieurs et imprimantes de la DFM et du Cabinet	24 900 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
12 Achat des pagnes pour les journées du 8 Mars et 31 juillet	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
13 Achat des pagnes sacrés pour le Cabinet et la DFM	20 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
14 Achat de pagnes de rechange pour professeurs et autres salariés de l'enseignement	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
15 Achat de matériels et consommables d'écriture	10 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
16 Fourniture des autres consommables pour certains agents du Cabinet et de la DFM	15 500 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
17 Acquisition de véhicules au profit de la DFM	60 000 000	BUDGET NATIONAL	ADP	Janvier 2023
18 Achat de véhicules destinés aux agents de la DFM	20 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
19 Achat de Matériel d'Équipement et consommables de bureau au profit de la DFM	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
20 Achat de Produits Sacrés au profit de la DFM	10 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
21 Achat de Produits Sacrés au profit de la DFM	20 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
<b>SERVICES COURANTS</b>				
1 Coordonner mobile au profit du département	23 500 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
2 Inauguration du Projet de Réhabilitation des routes	24 950 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
3 Construction et installation du magasin Informatique du département	24 850 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
4 Construction et installation de centres de données, systèmes, logiciels de centre de données	24 850 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
5 Services de maintenance des archives du Cabinet et de la DFM	12 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
6 Services de maintenance des archives du Cabinet	24 850 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
7 Maintenance des équipements informatiques sur les postes et programmes de l'Enseignement	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
8 Services de maintenance des archives de la DFM	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
9 Services de nettoyage des locaux d'annexes des lycées supérieurs et de garderie des élèves de la DFM	10 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
10 Services de réparation et d'entretien des véhicules du département	30 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
11 Services de réparation des véhicules des lycées supérieurs	20 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
12 Entretien et réparation des véhicules des lycées supérieurs	20 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
13 Cabinet et DFM et du réseau informatique DFPM	30 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
14 Services de gardiennage des locaux de la DFM	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
15 Services de gardiennage des locaux de la DFM	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
16 Services de maintenance et de réparation des programmes du Cabinet et de la DFM	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
17 Services de maintenance des archives de la DFM	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
18 Services de maintenance des archives de la DFM	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
19 Services de maintenance des archives de la DFM	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
20 Services de maintenance des archives de la DFM	15 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
21 Organisation des ateliers d'échange de la base locale (enseignants, professeurs et élèves)	10 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
22 Services de révision au profit de la DFM (certaines sans révision de maintenance)	24 900 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
23 Services de révision au profit de la DFM (certaines sans révision de maintenance)	24 900 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
24 Services de révision au profit de la DFM (certaines sans révision de maintenance)	24 900 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
25 Services de révision au profit de la DFM (certaines sans révision de maintenance)	24 900 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
26 Services de révision au profit de la DFM (certaines sans révision de maintenance)	24 900 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
27 Services de révision au profit de la DFM (certaines sans révision de maintenance)	24 900 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
28 Services de révision au profit de la DFM (certaines sans révision de maintenance)	24 900 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
29 Services de révision au profit de la DFM (certaines sans révision de maintenance)	24 900 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
30 Services de révision au profit de la DFM (certaines sans révision de maintenance)	24 900 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
<b>PRESTATIONS INTELLECTUELLES</b>				
1 Formation à la méthodologie et au management de la recherche	14 900 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
<b>TRAVAUX</b>				
1 Maintenance de certaines structures de la DFM	30 000 000	BUDGET NATIONAL	DFPM	Janvier 2023
2 Travaux architecturaux et techniques pour le Centre de Recherche et de Formation de Bamako	200 000 000	BUDGET NATIONAL	ADP	Janvier 2023
3 Travaux de construction du Centre de Recherche et de Formation de Bamako	1 400 000 000	BUDGET NATIONAL	ADP	Janvier 2023

## Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)-Né en 1976, Douglas Mbiandou est un entrepreneur originaire du Cameroun. Parti en France à l'âge de 7 ans, il fait ses études universitaires à l'institut national des sciences appliquées de Lyon où il obtient un diplôme d'ingénieur en 2000. Il est le fondateur et le président de l'association à but non lucratif 10 000 CODEURS qui a pour but de former une dizaine de milliers de codeurs à l'horizon 2025. #croissanceafrique #france #entrepreneur #afrique

## Seydou Oumar Traoré



Triste nouvelle : Nous venons de perdre la Directrice Générale de Radio Jekafo, Mme DEMBELE Marie Simone Traoré. Allah Akbar !!!

## Bart Ouvry



Bonne et heureuse année à tous nos amis, au Mali, au Congo, au Kenya, en Belgique, en

Afrique et en Europe ou partout ailleurs sur la planète: avec nos vœux de paix, de santé et de prospérité pour tous.



## ■ Mylmo N-Sahel



Un Pays qui est déjà en retard N'a pas le droit de chômer les jours pour faire plaisir. La vérité c'est obéir à Dieu

## ■ Youssou Ndour



C'est avec un tres grand honneur et une immense gratitude que je vous annonce que Le Magazine de Référence de la musique ROLLING STONE vient de me consacrer parmi les " 200 PLUS GRANDS CHANTEURS DE TOUS LES TEMPS ". Vive la grande famille de la Musique. Rolling Stone



## ■ MOUNTAGA TALL



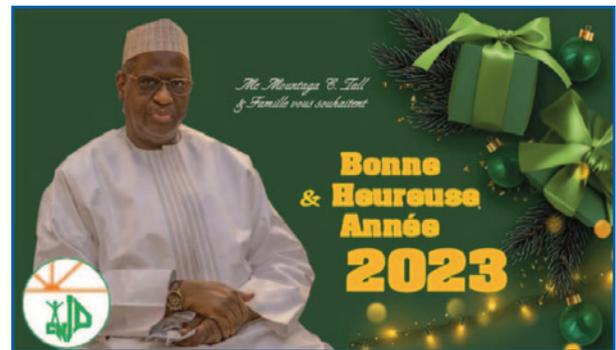
Bonne et heureuse année 2023.  
Bonne et heureuse année aux malades, aux indigents, aux malheureux.

Aux personnes qui n'ont personne pour leur souhaiter une bonne année.

Aux déplacés et à toutes les victimes de la barbarie humaine. Bonne année à celles et ceux qui ont choisi de se sacrifier pour protéger les autres.

Bonne année à nos Forces de Défense et de Sécurité.

Bonne année à toutes et à tous dans la paix, la quiétude et le bonheur.



## ■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, souhaite à toutes et à tous une bonne et heureuse année 2023.



## ■ Ambassade de France au Mali



PENSIONS DE L'ETAT FRANCAIS AUX ANCIENS COMBATTANTS ! Depuis le 1er janvier 2023, les pensions versées aux anciens combattants par l'État français le sont par virement bancaire. Si vous n'avez toujours pas de compte bancaire, pas d'inquiétude ! La pension n'est que suspendue le temps de regulariser votre situation en ouvrant un compte bancaire. La pension vous sera ensuite versée.

L'Ambassade de France invite les usagers à transmettre par courrier le 01/06/2023, à la régie de l'Ambassade de France à Bamako :

- Un relevé d'identité bancaire ouvert à votre nom
- Un certificat de vie établi par une mairie ou une Préfecture
- Une copie de votre pièce d'identité avec photo



## ■ Ashley Leïla MAIGA



Tout le monde loue le courage du chef put-schiste du #Burkina qui aurait fait son discours de nouvel an au front, #Solenzo, une localité reprise des mains des terroristes. Curieusement je cherche la vidéo de ce discours sans succès. Quelqu'un pour m'y aider ? #Mali



## ■ Nathalie Yamb



Il s'appelle Pape Ale Niang. Il est emprisonné arbitrairement pour avoir fait son travail de journaliste d'investigation et mis à nu les manœuvres du régime. J'apprends qu'il est en très mauvaise santé et que ses jours seraient en danger. @Macky\_Sall, vous vous amusez très mal.



## ■ Morgane Le Cam



Le ministère des affaires étrangères du #Burkina a demandé le remplacement de l'ambassadeur de France, Luc Hallade, dans une lettre envoyée au Quai d'Orsay fin décembre (sources officielles française et burkinabè)

## ■ Gouvernement du Mali



### CÉRÉMONIE DE PRÉSENTATION DE VŒUX DE NOUVEL AN AU MINISTRE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE

Ambiance de convivialité, certes, mais emprunte de solennité, ainsi peut-on décrire celle dans laquelle le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE a reçu les vœux de son personnel, à l'occasion du nouvel an. C'est le Secrétaire Général du département, M. Oumar SOGOBA qui introduisit le Chef de Cabinet, le Commissaire Divisionnaire Seydou Mamadou DOUMBIA. Celui-ci, s'exprimant au nom de tous, a salué le leadership du Chef du département. Ce qui s'est traduit par un engagement plus accru du personnel au travail. Selon le Chef de Cabinet, les nombreux résultats engrangés, courant l'année 2022, témoigne de cela. En cette heureuse occasion, les femmes ne sont restées en marge. Par la voix du Commissaire Divisionnaire Awa COULIBALY, leur porte-parole, elles ont salué les efforts inlassables du Ministre pour la promotion du genre au sein département. Aussi, ont-elles fait des bénédictions au chef du département. Pour sa part, le Ministre a, tout d'abord, retourné à son personnel leurs vœux de bonne et heureuse année, avant de s'exprimer en ces termes : « fasse Dieu que l'année 2023 soit meilleure que l'année 2022, en terme de résultats dans le travail et d'engagement patriotique. Ma pensée va aux victimes des forces de défense et de sécurité, et à toutes les autres victimes de la crise sécuritaire. Que les âmes des disparus reposent en paix et je souhaite prompt rétablissement aux blessés. » Poursuivant, le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE dira que c'est un ensemble qui gagne. Chacun y met du sien. C'est le lieu de saluer et de féliciter l'ensemble du personnel. Personne ne viendra faire ce pays à notre place. Nous devons maintenir le cap. Que Dieu préserve les forces de défense et de sécurité où qu'elles se trouveraient » a-t-il dit. Une photo de famille a mis un terme à cette cérémonie.



# Madouwa Prestige

## Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



**Pour Femme / For Women**

### Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

**Ingredients:** Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com

## Transition au Mali : Le président évoque les efforts consentis en 2022, des maliens en demandent encore



Le président de la transition s'est adressé à la nation à l'orée du nouvel an samedi 31 décembre 2022. Le colonel Assimi Goïta a dressé un bilan globalement positif selon lui. Même s'il reconnaît des défis restent à relever. Et pour cela, il en appelle à l'union sacrée des Maliens.

La montée en puissance de l'armée, la conjoncture économique difficile, la mise en place de la commission de finalisation de l'avant-projet de constitution, entre autres. Le discours du nouvel Président de la transition avait plutôt une allure de bilan. La principale annonce faite dans cette adresse à la nation est l'institution du 14 janvier comme journée nationale de la souveraineté retrouvée. Cette date va désormais commémorer le grand rassemblement organisé suite aux sanctions de la CEDEAO contre le pays. Le président a salué la résilience des Maliens et rendu hommage aux FAMA pour la défense de la patrie. Il est aussi revenu sur les acquisitions militaires. Ce qui a réduit selon lui, la capacité de nuisance des terroristes. La lutte acharnée contre la corruption, la relance du trafic ferroviaire, la construction des unités industrielles ou encore des hôpitaux de 4<sup>e</sup> référencé, ont aussi été évoquées.

Concernant la cherté de la vie, le Président a reconnu que les résultats restent mitigés malgré les efforts consentis. Assimi Goïta a indiqué que certains acteurs ne jouent pas le jeu de la transparence.

Sur le plan diplomatique, le chef de l'État a réitéré les trois principes clés de la diplomatie malienne. A savoir : le respect de la souveraineté du Mali, le respect des choix stratégiques et des choix de partenaires.

### Des populations attendent plus encore

Les Maliens attendent encore beaucoup des autorités de la transition. Des attentes aussi diverses pour cette année 2023 de Bamako jusque dans les régions. Mais les plus essentielles de ces nombreuses attentes sont le renforcement de la sécurité sur l'étendue du territoire national, mais aussi la réduction du coût de la vie.

Source : Studio Tamani

## Transition : La classe politique partagée sur le bilan de 2022



L'année "2022 a été très difficile et compliquée pour le Mali". Un constat unanimement partagé par les acteurs politiques. Certains d'entre eux, malgré les difficultés, le Mali s'est affirmé par sa diplomatie et les lignes bougent. Alors que d'autres estiment que les défis qui se posent au pays ne peuvent être relevés que par des autorités élues.

Dr Allaye Bocoum est le président de la convention pour le Mali. Il dresse un bilan positif pour cette année 2022 qu'il considère comme "année de la souveraineté du Mali". Selon lui, le peuple malien a su tenir malgré les difficultés. « Le Mali a pu être très résilient grâce au peuple qui l'a été aussi, par rapport aux sanctions. Il y a eu une montée en puissance de l'armée, combien d'usines ont été initiées, sur le ciment, sur le coton, les rails ont repris. Il y a eu de l'accalmie au niveau du social », affirme-t-il. Dr. Bocoum, estime que les perspectives sont la préparation des élections

Un retour à l'ordre constitutionnel s'impose

Pour Dr Modibo Soumaré, président du cadre des partis et regroupements de partis politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel, "le bilan est très mitigé". Il estime que seul un pouvoir démocratiquement élu pourra relever les défis de l'année 2023. « C'est vrai, on salue l'acquisition de matériels. Mais je pense que l'objectif recherché, c'est surtout de libérer notre pays et sécuriser nos populations, nous ne pensons pas qu'il y ait eu beaucoup d'avancée sur ce plan », regrette Dr. Soumaré qui ajoute qu'« il faille aller directement aux élections présidentielles ». Il faut rappeler qu'en 2023, plusieurs échéances électorales sont attendues au Mali, selon le calendrier de la transition. Le plus proche étant celui du référendum constitutionnel annoncé pour mars 2023.

Source : Studio Tamani

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikle.com

**Mali : Les déclarations du président Tebboune sur le groupe russe Wagner suscitent un énorme malaise**



**Les déclarations hostiles du président algérien Abdelmadjid Tebboune contre la présence des forces paramilitaires russes du groupe Wagner au Sahel ont suscité l'étonnement et un énorme malaise au Mali. Les membres de la junta malienne ainsi que de nombreux observateurs maliens ont été choqués par l'attitude virevoltante du Président algérien qui a radicalement changé de position sur la question de l'intervention russe au Mali.**

Une ingérence qui n'aurait jamais été possible sans l'aide et l'appui de l'Algérie depuis 2021. De nombreux membres des milices Wagner ont transité par l'Algérie et le sud du pays pour rallier le Nord du Mali épaulant ainsi les forces militaires maliennes dans leur guerre contre les groupes terroristes ou des mouvances armées dissidentes. L'Algérie a été ainsi partie prenante de ce processus d'intervention russe au Mali. Mais la dernière sortie de Tebboune marque visiblement un rebondissement majeur car le président algérien a non seulement pris ses distances avec le déploiement de Wagner au Mali, mais il a même dénoncé la présence de ces paramilitaires russes dans ce pays voisin où l'Algérie a des relais d'influence très puissants. Justement, au lendemain des propos controversés de Tebboune, des réactions ont rapidement fusé de Bamako pour faire part de l'étonnement des autorités maliennes et de plusieurs officiels au sujet de cette prise de position nettement pro-française de Tebboune. Le Président algérien s'est aligné effectivement sur les positions de la France qui réclame la fin de l'ingérence russe au Mali. Selon diverses sources contactées par nos soins, l'ambassadeur d'Algérie à Bamako a été rapidement contacté par des émissaires de la junta malienne pour lui demander des explications à propos de ces déclarations d'Abdelmadjid Tebboune. Des contacts ont été également initiés entre le ministère algérien des Affaires Étrangères et des hauts responsables de la junta malienne pour apporter des éclaircissements sur cette sortie médiatique controversée de Tebboune. Selon nos sources, Bamako a réclamé à Alger une entrevue dans les prochains jours avec l'Envoyé Spécial pour le Sahel et l'Afrique M. Boudjemaa DELMI, afin de recevoir des explications officielles à propos de l'évolution de la position algérienne sur les alliances internationales nouées par la junta malienne.

Source : Maghreb-intelligence

**Justice : Mariko, Boubou, Tieman, Igor Et Babaly Bah recherchés**



**6 décembre 2021 : Dr. Oumar Mariko, le président du parti Sadi, a – été interpellé par le Camp I, puis placé sous mandat de dépôt pour les « injures commises par le biais d'un système d'information et de communication », « violation du secret de la communication » et « diffusion d'injures et de menaces » contre le Premier ministre, Choguel K. Maïga. Il a obtenu une liberté provisoire le 4 janvier 2022.**

Le 4 avril, des hommes armés étaient allés au domicile de Dr. Oumar Mariko, et ne l'y ayant pas trouvé, ils ont encerclé et attendaient son arrivée pour procéder à son arrestation, mais il n'est pas revenu. Depuis, plus de nouvelles officielles de Dr. du Sahel Oumar Mariko. 25 juillet 2022 : La cour suprême Goïta a lancé un mandat d'arrêt international contre deux anciens ministres de l'Économie et des Finances, Boubou Cissé et Mamadou Igor Diarra, et leur ex-collègue de la Défense et des Anciens combattants, Tieman Hubert Coulibaly. Ils sont cités dans l'attribution d'un marché de 60 millions de dollars américains à la société sud-africaine Paramount, pour l'achat de véhicules blindés. L'ex-directeur général de la Banque malienne de solidarité Le chef de (BMS-SA), Babaly Bah, est également visé. Tous les quatre ont réagi, se disant prêts à se présenter devant la justice sous certaines conditions.

Source : Le Guido

**Sous-secteur de l'emploi et de la formation professionnelle : 15 cadres décorés**

**Ils sont au total 15 heureux récipiendaires, dont 5 chevaliers de l'ordre national et 10 Médaillés de Mérite national avec effigie Lions Debout du sous-secteur de l'emploi et de la formation professionnelle, à recevoir leur distinction, au cours d'une cérémonie qui a eu pour cadre le département de l'emploi, vendredi dernier.**

Très ému pour cette marque de reconnaissance, le Porte-parole des récipiendaires, Yaya Bamba, a souligné que ces distinctions leur incite à plus d'abnégation, d'assiduité, de conscience professionnelle et de services bien rendus. Pour sa part, le ministre de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Bakary Doumbia a indiqué que ce mérite est lié à leur engagement constant depuis plusieurs années pour le travail abattu par chacun d'eux dans son domaine respectif. « Je vous exhorte encore à plus d'abnégation et d'engagement pour le développement harmonieux du Mali », s'est-il adressé aux récipiendaires.

Source : L'INDEPENDANT



## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# BON A SAVOIR

### ■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

### ■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

### ■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

### ■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

### ■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

### ■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

### ■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

[www.oclei.ml](http://www.oclei.ml)

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

## VBG et VSLC : L'APROFEM tire la sonnette d'alarme !

L'APROFEM attire l'attention des décideurs sur l'ampleur des Violences Basées sur le Genre et des Violences sexuelles liées conflits (VSLC) et sur la nécessité de la protection des femmes et des filles en temps de conflit. Le Panel « La protection des femmes et des filles en temps de conflit : c'est aussi une question de justice et de respect des droits humains » s'est tenu le vendredi 30 décembre 2022 dans la salle de conférence du Centre national de documentation et d'information sur la femme et l'enfant (CNDIFE). Cette activité a été initiée par l'Association pour la promotion de la femme et de l'enfant au Mali (APROFEM), avec l'appui du Programme Just Future. L'objectif de cette rencontre était de mobiliser l'ensemble des parties autour de la protection des femmes et des filles en temps de conflit afin de susciter une prise de conscience pour l'incrimination des VBG et des Violences sexuelles liées conflits (VSLC).

Cette activité a été présidée par la représentante du ministre de la promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mme Wadidié Founè COULIBALY, Colonel Oumou DIARRA qui avait à ses côtés la présidente de APROFEM, Mme BAGAYOKO Aminata TRAORE, du représentant de CORAID, Kola TOGO et du représentant du coordinateur des chefs de quartier, Sory NIANG, etc.

«Just Future » est un programme financé par le royaume des Pays Bas pour le compte d'un consortium d'ONG dont, ASSN, WANEP-Mali, Search, avec en tête CORDAID comme organisation lead. Il intervient dans 6 pays fragiles que sont le Mali, le Niger, le Burkina- Faso, la RDC, l'Afghanistan, le Burundi.

Une centaine de participants issues des OSC de femmes, de jeunes, les structures techniques tutelles de la justice, de la promotion

de la femme, de la réconciliation ont participé à ce panel. Pour les initiateurs, cette rencontre visait à attirer l'attention des décideurs et des populations sur l'ampleur des violences faites aux femmes et aux filles et de susciter la prise de conscience des décideurs ainsi que les autres parties prenantes.

De même, il s'agissait de faire percevoir le lien entre la protection des femmes et filles en temps de conflit et les questions de justice et de droit humain, promouvoir l'Agenda Femme Paix et Sécurité dans le contexte malien ; et enfin communiquer sur des bonnes pratiques en la matière.

En effet, Ils ont souligné que depuis la crise de 2012, la situation des droits des femmes et des filles a connu une détérioration due essentiellement à la dégradation du contexte sécuritaire et qui s'est accentuée avec la

pandémie du COVID 19. « Les conflits ont ainsi engendré toute forme de violation des droits des femmes contrairement à l'esprit de l'agenda Femme Paix et Sécurité qui prône le respect et la protection des droits des femmes et des filles en temps de conflit », ont-il dit.

Au cours de son allocution, la présidente de l'APROFEM, Mme Bagayoko Aminata TRAORE, a précisé que le nombre de cas de violences basées sur le genre (VBG) entre 2019 et 2020 a augmenté de 47% (2021 cas à 2981 cas) et 99 pour cent des personnes touchées sont des femmes et 36 pour cent des VBG sont des violences sexuelles.

Selon le Système de Gestion des Informations sur les VBG (GBVIMS), l'année dernière 4 617 incidents ont été enregistrés, dont 97 pour cent des survivant(e)s étaient des femmes et 45 pour cent des filles de moins de 18 ans.

«Dans le contexte actuel du Mali, si nous voulons travailler à instaurer une société de justice dans un climat apaisé qui respecte les droits essentiels de la personne en l'occurrence ceux des plus vulnérables, nous devons agir avec l'esprit de l'Agenda Femme Paix et sécurité qui prône la protection et la participation de tous dans les processus de paix», a-t-elle indiqué.

Ainsi, elle a souligné que c'est dans cette logique que le Programme Just Future a soutenu l'organisation du présent panel.

■ Maffenin Diarra



# ABFN : Enrayer le recul des financements intérieurs

Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable Modibo Koné a présidé la 20ème Session Ordinaire du Conseil d'Administration de l'Agence de Bassin du Fleuve Niger (ABFN). C'était le jeudi 29 décembre 2022 dans les nouveaux locaux de l'ABFN à N'Tabacoro.



**P**rononçant son discours, le ministre Modibo Koné a souligné que cette session ordinaire du Conseil d'Administration de l'Agence du Bassin du Fleuve Niger, intervient à un moment où le pays se cherche une sortie heureuse de la triple crise politique, sécuritaire et sanitaire. A cet effet, il a évoqué les difficultés budgétaires de l'année 2022, avec les sanctions économiques imposées au pays par la CEDEAO et l'UEMOA, dont les corollaires ont pour noms, restriction et/ou gel des dotations budgétaires, d'une part, et suspension des décaissements du financement extérieur pendant cinq mois, d'autre part. « **Il est donc évident que ces difficultés ont entravé la mise en œuvre des programmes d'activités des structures techniques, singulièrement de notre agence** », a-t-il dit.

En dépit de ces difficultés, le ministre a précisé que l'Agence a pu exécuter quelques actions majeures de son programme. Au titre du financement intérieur, il a cité entre autres la réception définitive du lot 2 relatif au curage du Diaka dans le cadre du projet d'aménagement des berges du fleuve Niger à Diafarabé, la réalisation de dix-huit missions de surveillance et contrôle sur le fleuve Niger et ses affluents, l'achèvement des travaux de construction du siège de l'Agence, la poursuite des activités de communication/sensibilisation et de plaidoyer.

Dans le cadre du financement extérieur, le mi-

nistre l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable a souligné l'audit technique des travaux de réhabilitation des quais de Ké-Macina et de Diafarabé, l'audit des comptes 2021-2022 du Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger, la réception définitive des travaux de réhabilitation des quais de Macina et Diafarabé, des 27 balises de marquage installées sur le chenal navigable du tronçon Macina-Akka et de l'engin de sauvetage et de dépannage des bateaux/bâtiments en détresse, la réception provisoire de 32 microprojets au profit de 1062 bénéficiaires dont 650 femmes et la sélection de 38 autres nouveaux pour financement, la réalisation des études de faisabilité et l'élaboration des instruments de sauvegardes environnementales/sociales et des documents de procédures et gestion du Projet de Restauration et de Résiliences des Paysages (PRRP-Mali), la participation aux COP 15 et 27 sur la désertification et le climat respectivement à Abidjan en Côte d'Ivoire et Sharm El Sheikh en Egypte ainsi qu'au 9e Forum Mondial de l'Eau à Dakar au Sénégal.

En effet, le ministre Modibo Koné a annoncé que la mise en œuvre du Contrat Annuel de Performance 2023 se fera suivant un certain nombre d'activités pertinentes, à savoir la poursuite de la mise en œuvre du PREEFN, à travers les travaux de dragage du tronçon Macina-Diafarabé, les travaux d'aménagement de la mare et de curage du chenal de Talagneini

, la mise en œuvre de la deuxième cohorte des microprojets, la réalisation des études de bathymétrie, topographie et des travaux de conception et de fourniture d'un modèle hydraulique du Delta Intérieur du Niger, la poursuite des missions de surveillance du fleuve, de ses affluents et de suivi de la qualité de l'eau du fleuve Niger au Mali, l'organisation de deux grands événements : un colloque international sur le bassin du fleuve Niger et une table ronde de financement du plan d'investissement du programme national de sauvegarde du fleuve Niger ; l'intensification des activités de communication, de sensibilisation et de renforcement des capacités des acteurs locaux et du personnel de l'Agence et la poursuite du processus d'élaboration d'une nouvelle opération pour la restauration et la résilience des écosystèmes, avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale dans le cadre de la mise à échelle du PREEFN.

Pour la réalisation dudit Contrat Annuel de Performance, le chef de département du MEADD a précisé que le budget prévisionnel 2023 de l'Agence est de Six milliards quarante-neuf millions cent quatre-vingt-seize mille deux cent soixante-dix-sept (6 049 196 277) F CFA contre Six Milliards Sept Cent Cinquante Huit Millions Quatre Cent Quatre Vingt Sept Mille Soixante (6 758 487 060) F CFA en 2022, soit une réduction de 10,49%. Ainsi, il a indiqué que le budget 2023 est constitué à 16,60% de financement intérieur, soit un Milliard Quatre Millions Quatre Cent Dix Mille Six Cents (1 004 410 600) F CFA et 83,40% de financement extérieur, soit Cinq Milliards Quarante Quatre Millions Sept Cent Quatre Cinq Mille Six Cent Soixante Dix-Sept (5 044 785 677 F CFA) F CFA, contre respectivement 29,43% et 70,57% en 2022. « **Le principal enseignement à tirer de la structure du budget 2023 est la nette augmentation du financement extérieur contre la réduction drastique du financement intérieur. L'autre enseignement et non des moindres est qu'à la fin des projets de Diafarabé et de construction du siège, les nouvelles actions proposées n'ont pas reçu de dotation sur le budget spécial d'investissement** », a-t-il signalé. Ainsi, le ministre Modibo Koné a notifié cette situation mérite une plus grande attention de la part des pouvoirs publics.

■ Maffenin Diarra

## SOS SECURITE : Une application d'alerte pour sauver des vies

La direction générale de la protection civile, a, dans ses locaux, procédé, au lancement officiel de sa toute nouvelle application dénommée SOS SECURITE. Un outil de dernière génération qui permettra de rapprocher la protection civile à la population. Une application développée par ladite direction avec le soutien financier du projet du renforcement de la résilience climatique au Mali (HYDROMET-MALI).

**E**n effet, SOS SECURITE est une nouvelle application d'alerte mobile destinée à la population malienne permettant d'accéder à un certain nombre d'informations et de rester connecter en temps réel avec les services de secours sur une carte géolocalisée. Facile à manipuler, elle est un outil complémentaire et de renforcement aux alertes par l'appel téléphonique des services d'urgence. Disponible en téléchargement sur les différentes plateformes sur Google Play, Play Store et AppleStore, cette plateforme permet également de collecter les informations hydrométéorologiques, d'alerter et conseiller les populations sur les crises et catastrophes même s'il s'agit d'une menace, de recevoir et traiter les alertes des populations et ensuite envoyer les moyens de réponses selon la nature du sinistre et accident.

Le coordinateur du projet HYDROMET-MALI, le colonel Cheick Fantamady Koné, s'est appuyé sur les avantages de cette plateforme de communication qui vient d'être lancée dans

notre pays. « **Après le téléchargement, avec un simple clic, nous sommes directement à l'accueil de l'application avec toutes les données nécessaires. Par exemple quand une personne veut lancer une alerte, il suffit de cliquer sur lancer un SOS et l'application demande à la personne des informations tels que : indiquez le type de sinistre, le nombre de victimes, l'état des victimes, envoyer une photo des victimes qui, seul le service de la protection civile y est accès, ensuite le numéro de téléphone de l'alerteur et l'alerte est lancée. Il y a également les numéros d'urgence qui contient les numéros verts de la protection civile, de la police, de tous les commissariats de Bamako, de la gendarmerie, et bien autres. Les données médicales personnalisées et strictement confidentielles. Nous avons également les services utiles qui, en cas d'urgence nous indiquent les hôpitaux, les pharmacies et les services de sécuri-**

tés les plus proches », a-t-il dit.

Selon le coordinateur du projet HYDROMET-MALI, le colonel Cheick Fantamady Koné, cette nouvelle plateforme est un produit 100% malien. « **Cette application ou cet outil qui a été élaboré par des jeunes ingénieurs maliens en numérique, a coûté environ 150 000 000 FCFA tout frais confondu et avec à la source la formation de près de 400 personnels de la protection civile à travers le pays pour la mise en œuvre de cet outil si important.** », révéla le colonel Koné.

Il dira également que c'est un cadeau de fin d'année qu'offre le ministère de la sécurité et de la protection civile aux populations et qui sera sans doute un joyau. « **Ce cadeau sera mis à la disposition des techniciens de la protection civile mais contribuera également à alimenter les secteurs de la météorologie, de l'hydrologie, de la santé, de l'agriculture et de la sécurité publique et tout autre structure au niveau national dont les missions sont de nature à alerter, à conseiller ou à sensibiliser la population sur n'importe quel risque** », a-ajouté le colonel Cheick Fantamady Koné.

Pour conclure ses propos, il est demandé à tout un chacun d'utiliser cette application à bon usage pour faciliter la tâche à nos services de sécurité et de protection civile. L'utilisation abusive peut détériorer le système.

Aminata Dagnon



# La santé de la reproduction et la planification familiale : La ligne budgétaire comme alternative !

L'Office National de la Santé de la Reproduction (ONASR) a organisé une journée de plaidoyer en faveur de la ligne budgétaire dédiée à la santé de la reproduction et de la planification familiale, le bien-être de la femme et l'enfant. La rencontre était présidée par le conseiller technique du ministère de la santé et du Développement social, Abdoulaye Guindo. C'était en présence de Dr Daga Maiga, représentant du Fond des nations unies pour la population (UNFPA), le directeur général de l'ONASR et de plusieurs autres de marque.

L'objectif de cet atelier est de faire un plaidoyer auprès des décideurs pour la création d'une ligne budgétaire consacrée uniquement à la santé de la reproduction et de la planification familiale afin d'améliorer le financement de santé des mères, des enfants et des jeunes, et de prévenir les mortalités.

En effet, la planification familiale permet l'espacement des naissances et donne la possibilité de retarder les grossesses chez les femmes. Par ailleurs, le taux de prévalence

contraceptive est 16%, très faible par rapport aux autres pays. Cependant, l'indice synthétique de fécondité du Mali est très élevé.

Au Mali, il y a une ligne budgétaire pour l'achat de tous les médicaments à l'exception des produits contraceptifs. 80% des produits contraceptifs sont fournis en grande partie par les partenaires techniques et financiers dont l'UNFPA.

Dr Daga Maiga, représentant du fond des nations unies pour la population, a dans son intervention mis l'accent sur la démographie

galopante du Mali. « Notre pays se caractérise d'une population majoritairement jeune et femme, avec une population de plus de 21 millions d'habitants contre 18,3 millions en 2018, pour une superficie de 1 241 238 km<sup>2</sup>. Ces quatre dernières années, nous assistons à une progression d'environ 3 millions. Une telle croissance démographique d'ici à 25 ans pourrait compromettre les objectifs du gouvernement de nourrir, de soigner, et d'éduquer tous les maliens, en ce sens, les secteurs socioéconomiques seront impactés et il y aura des grands besoins accrues en personnel, en infrastructure, en création de nouveaux emplois et le budget de l'Etat sera obligatoirement augmenté selon le rapport présenté par ONASR », a-t-il soutenu.

Après avoir renouvelé l'engagement de sa structure à accompagner le gouvernement malien en général et la santé de la reproduction en particulier, Dr Daga Maiga, représentant du fond des nations unies pour la population, a expliqué le contenu de leur partenariat. « Depuis 2011, nous cherchons à mettre cette ligne budgétaire en place. UNFPA en tant que grand acheteur et fournisseur des produits contraceptifs au Mali. L'UNFPA a un programme qui alloue





les autres années un montant à chaque pays pour acheter les produits contraceptifs a mais avec la phase 3 qui a commencé en 2021 a décidé d'aller avec les gouvernements avec leurs contributions ensemble pour acheter ces produits», a précisé Dr Maiga.

L'objectif global de l'ONASR est d'atteindre 30% de la prévalence contraceptive moderne d'ici 2025, qui demande l'implication et l'engagement de tout un chacun. « **Le Mali veut lutter contre la mortalité maternelle, et on a un objectif d'ici 2030 de 325 décès sur 100 000 naissances, on veut revenir à 240 décès. Pour cela, nous avons besoin du financement de la stratégie idoine qui est la contraception. C'est dans ce sens qu'il fallait créer cette ligne pour montrer à tout le monde que le Mali peut le créer et le ministère de la santé peut également faire en sorte qu'elle soit approvisionnée pour qu'on puisse arriver à la souveraineté contraceptive et sanitaire au lieu de toujours dépendre des partenaires** », a signalé Dr Haidara Ben Moulaye Idriss, directeur national de l'ONASR. Nous travaillons en synergie avec tous acteurs, pour l'effectivité de la gratuité des soins pour les femmes enceintes et la planification

familiale pour la prise en compte dans la couverture maladie universelle/ ANAM.

Pour sa part, Dr Abdoulaye Guindo, avancera que la planification familiale permet de réduire 30% de la mortalité maternelle et plusieurs cas de maladies. « **Au Mali, la faible utilisation des services de santé de la reproduction en général et celle de la planification familiale en particulier, contribue beaucoup à la survenue des maladies et des décès maternels pendant ou après l'accouchement et chez les moins d'un an. Cette situation est, entre autres, la suite logique des pratiques néfastes parmi lesquelles on peut citer : les grossesses non désirées, précoces, rapprochées, nombreuses et tardives, les infanticides, la stérilité, la déscolarisation, les avortements clandestins et non sécurisés, la recherche tardive des soins, les difficultés d'accès et l'insuffisance de soins obstétricaux et néonatal adéquats** », a-t-il-relaté.

Mieux, Dr Guinda a rappelé les résultats de l'EDSM-VI qui donne quelques tendances pour notre pays qui sont entre autres : le taux de mortalité maternelle à 325 pour 100 000 naissances vivantes soit, en moyenne, une femme meurt en couche toutes les 3 heures au Mali.

Le taux de mortalité infantile à 101 naissances vivantes soit, en moyenne un enfant de moins de 5 ans meurt toutes les 3 minutes, le taux de mortalité infantile est à 54 pour 1000 naissances vivantes. Quant au taux de mortalité néonatale est à 33 pour 1000 naissances vivantes, soit en moyenne plus de 80 nouveau-nés qui meurent chaque jour, soit 4 nourrissons de moins d'un an qui décèdent chaque heure au Mali.

Cette situation qu'on en parle peu au Mali est alarmante, ainsi avoir une ligne budgétaire pour acheter les produits contraceptifs, les rendre accessibles avec l'offre d'un service de qualité au bénéfice des maliens sur toute l'étendue du territoire national, est un acte très noble pour notre pays et qui peut sauver des milliers de vies.

Il est à noter également que le mariage précoce, le faible statut socioéconomique, la religion, le faible niveau d'éducation et alphabétisation, la belle famille et la polygamie constitue des véritables barrières pour les femmes, les adolescentes et jeunes filles d'utiliser les produits contraceptifs

■ Ibrahim Sanogo

# Enseignement Supérieur : Le collectif des docteurs vacataires revient à la charge

Le collectif des docteurs vacataires des universités, instituts et grandes écoles du Mali a organisé, le jeudi 29 décembre 2022, un sit-in devant la direction générale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Ce rassemblement avait un triple objectif. **Un** : dénoncer les irrégularités qui ont émaillé l'organisation du concours des assistants et maîtres-assistants à la fonction publique de l'Etat. **Deux** : demander la démission du ministre de l'enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. **Trois** : L'ouverture d'un nouveau processus de recrutement de Maîtres-assistants en Janvier 2023. Outre les docteurs vacataires, ce rassemblement a enregistré la présence du représentant de Chérif Ousmane Madane Haïdara, Président du haut conseil islamique.

La proclamation des résultats du concours de recrutement des assistants et maîtres-assistants a irrité le collectif des docteurs vacataires des universités, instituts et grandes écoles du Mali. Et depuis les membres de ce regroupement ne cessent de multiplier les initiatives en vue de l'annulation des résultats. Déterminés à poursuivre leur lutte, les docteurs vacataires n'attendent pas jeter l'éponge sans la satisfaction de leur doléance. Le porte-parole du collectif, Dr Anidjou Dolo, dans une déclaration fustige le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, d'être à l'origine de la crispation de la situation. « **Après la vague de dénonciations des résultats, au lieu d'une réaction de mea culpa à travers des mesures conservatoires, le soi-disant "intègre" ministre Amadou Keita par son silence coupable cautionne la forfaiture et la fraude sans précédent dans l'histoire du recrutement de l'enseignement supérieur** », a-t-il dénoncé.

Selon Dr Dolo, le collectif se demande comment de telles pratiques ont pu se faire sous l'ère du soi-disant intègre professeur Amadou Keita connu pour avoir démissionné sous l'ancien régime de son poste de directeur de l'École Nationale d'Administration (ENA) en protestation des pratiques similaires pour sauver son honneur et sa dignité ? « **Nous pouvons tenter de répondre par dire que la vérité finira toujours par triompher, car le mauvais comportement accompagne toujours l'homme** », prévient-il.

Dans le cadre de l'assainissement du milieu universitaire, le collectif demande l'implication du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta et du chef du gouvernement, le Dr Choguel Kokalla Maïga afin de trouver une solution à cette situation avant qu'elle ne s'embrase. Pour ce faire, le collectif des doc-

teurs vacataires est porteur des revendications ci-après : La démission immédiate et sans condition du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique en raison de son incapacité à promouvoir les vertus de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, la démission du Secrétaire général du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, la sanction de toutes les autorités universitaires impliquées à ce processus de recrutement frauduleux, la réparation intégrale des dommages causés aux candidats injustement

écartés et exclus du processus et l'ouverture d'un nouveau processus de recrutement de Maîtres-assistants en Janvier 2023.

En fin, le collectif déplore qu'après 5 ans sans recrutement dans l'enseignement supérieur et au moment où les plus hautes autorités de la transition déploient de gros efforts pour refonder le pays, les pratiques insensées et malsaines dénoncées par le peuple Malien dans un passé récent soient toujours d'actualité.

■ Ibrahim Sanogo



# Agence du Bassin du Fleuve Niger : Inauguration d'un nouveau siège à N'Tabacoro

La cérémonie d'inauguration du siège du complexe administratif de l'Agence du Bassin du Fleuve Niger (ABFN) s'est tenue le jeudi 29 décembre 2022 à N'Tabacoro. Cette inauguration se tient deux ans après la pose de la première des travaux de construction, effectuée le 15 décembre 2020. Le coût de la réalisation est de 1 379 953 540 F CFA. La cérémonie a été présidée par le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable Modibo Koné



**P**rononçant son discours, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable Modibo Koné a précisé que le complexe administratif de l'Agence du Bassin du Fleuve Niger (ABFN) est un bâtiment R+3 avec toutes les commodités requises, est bâti sur une superficie d'un demi-hectare, pour optimiser le rendement des agents de la Direction Générale de l'Agence du Bassin du Fleuve Niger. « **Le bâtiment comprend, 70 bureaux, 04 salles de réunion, 02 salles de formation, 04 salles de laboratoire, 03 salles pour le futur observatoire consacré au suivi du fleuve, 01 salle de cafétéria, 01 salle d'archives, 01 local pour chauffeurs, 03 magasins, 14 toilettes** », a-t-il détaillé. En effet, le ministre Modibo Koné a souligné que le coût de réalisation de cette belle bâtisse, entièrement supporté par le budget national est d'un milliard trois cent soixante-dix-neuf millions neuf cent cin-

quante-trois mille cinq cent quarante (1 379 953 540) F CFA.

Il a saisi l'occasion pour remercier vivement les plus hautes autorités du pays pour l'important effort financier consenti, en dépit de la conjoncture actuelle difficile. « **Cet effort des pouvoirs publics pour mettre fin à 20 ans de nomadisme de notre agence ; de Badalabougou à Bacodjicroni ACI, est à mon sens, une reconnaissance implicite de l'œuvre d'utilité publique de l'Agence du Bassin du fleuve Niger** », a-t-il dit.

Dans ce registre de reconnaissance, il a fait une mention spéciale à l'inspecteur général feu Biramou SISSOKO, ancien Directeur National des Eaux et Forêts qui a contribué à la réalisation du projet. « **Je voudrais saluer la mémoire d'un homme qui a beaucoup contribué à la concrétisation de ce projet. Je veux nommer l'inspecteur général feu Biramou SISSOKO, ancien Directeur National des Eaux et Forêts, qui faisant suite**

**à une requête de la Direction Générale de l'ABFN, affectait en avril 2016 à l'agence la parcelle sur laquelle se dresse majestueusement ce siège flambant neuf. Que son âme repose éternellement en paix** », s'est incliné le ministre Modibo Koné.

Enfin, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable Modibo Koné a instruit à la Direction Générale de l'ABFN à prendre soin de ce nouveau joyau. « **J'engage la Direction Générale de l'Agence du Bassin du Fleuve Niger à veiller scrupuleusement sur la bonne tenue et l'entretien de ce joyau futuriste qui met en perspective la grandeur des ambitions de notre agence dans le cadre de l'accomplissement de sa mission de sauvegarde du Fleuve Niger** », a-t-il conclu.

■ Maffenin Diarra

## PAEFFK : Les membres du comité de pilotage apprécient les résultats obtenus

Le PAEFFK a pour mission de contribuer à l'amélioration des conditions économiques et sociales des femmes rurales dans les zones de production du karité au Mali



Ce vendredi 30 décembre 2022, la salle de réunion du ministère de la promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a abrité la 2ème session du comité de pilotage du Projet d'autonomisation économique des femmes dans la filière karité (PAEFFK) au Mali. Les travaux étaient présidés par le conseiller technique, Harouna Samaké, représentant Mme le ministre de tutelle. C'était avec la présence du quorum des administrateurs et l'équipe de coordination du pro-

jet, avec à sa tête, Mme Fabe Binta Bocoum. Avant de commencer les travaux proprement dits, le conseiller technique, Harouna Samaké a prononcé le discours d'ouverture au nom de Mme le ministre. A travers lequel, il dira que l'événement du jour illustre à souhait les efforts inlassables du gouvernement du Mali pour une véritable autonomisation de la femme, en tant que priorité absolue de développement. C'est pour cela que, l'autonomisation de la femme, particulièrement celle

économique constitue l'un des axes d'intervention prioritaires du projet.

En effet, selon le représentant de Mme le ministre, le choix de la filière karité se justifie par l'important potentiel naturel dont dispose le Mali qui fait de lui, le 2ème producteur après le Nigeria. Aussi, son apport est considérable comme source de création de revenu chez la femme rurale, avec près de 80 % d'apport. De même, dans la perspective d'une promotion de cette filière au profit des groupes cibles, le PAEFFK tente d'agir et de conjuguer ses efforts avec tous les intervenants en vue de la soutenir à travers ses appuis structurés en trois composantes à savoir respectivement la création et la professionnalisation des entreprises rurales spécialisées dans la production et la transformation de karité, l'augmentation de la production des femmes en qualité et en quantité et la gestion du projet. Poursuivant, Harouna Samaké fera savoir qu'aux termes du projet, la mise en œuvre des activités contenues dans l'ensemble de ces composantes contribuera d'une part à offrir des produits de qualité en karité ( amandes, beurre alimentaire, pommade, savons, baume à lèvres ) et d'autre part à prospecter et fidéliser des marchés d'écoulement rémunérateurs et sûrs. Et cela avec l'accompagnement d'une interprofession inclusive, structurée et forte au bénéfice des acteurs de la filière karité.

La session a permis de passer en revue les documents bilan et de planification du PAEFFK dont le rapport annuel technique et financier de l'année 2022 et le programme de travail et de budget annuels (PTBA - 2023).

A rappeler que le PAEFFK est une initiative du gouvernement malien en partenariat avec la Banque Africaine de Développement ( BAD). Et sa mise en œuvre est portée par le ministère de la promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille à travers une cellule d'exécution, pour une durée de cinq ( 5 ) ans.

Ki-Zerbo

# Optimisation du rendement des agents : La CG-SIFOR dotée d'une nouvelle bâtisse

Ce nouveau bâtiment de R+1 construit sur 1/4 de superficie a coûté à l'État à la somme de 845.675.825F CFA.



L'inauguration de la bâtisse a eu lieu ce vendredi 30 décembre 2022, en face de l'ex-base aérienne de l'armée par le ministre de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable, M. Modibo Koné. C'était en présence de la directrice nationale des eaux et forêts, Mme Kanouté Fatoumata Koné et des autorités communales.

Le représentant du maire de la commune III du district de Bamako dans ces mots de bienvenue a remercié les plus hautes autorités du pays, à travers le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Modibo Koné, pour avoir érigé cette édifice dans sa circonscription électorale. Laquelle permettra aux agents de la Cellule de gestion du Système d'information forestier (CG-SIFOR) d'accomplir leurs missions dans les conditions optimales.

La directrice générale des eaux et forêts du Mali, l'inspectrice générale, Mme Kanouté Fatoumata Koné, quant à elle d'abord remercié le ministre Koné pour son engagement aux cotés des défenseurs de notre environnement. Parce qu'il s'est toujours battu pour créer les

conditions adéquates de travail, pour les services qui relève de son département. Pour elle, le chef du département de l'environnement doit être fier de lui-même. Parce que, c'est sous son ère en tant que ministre, que certains services ont été dotés de nouveaux bâtiments servant de sièges. Il s'agit du CG-SIFOR désormais logé en face de l'ex-base aérienne et l'ABFN construit dans la cour des eaux et forêts, sise à N'Tabakoro, derrière Niama. Mme Kanouté Fatoumata Koné a rassuré le ministre d'une meilleure prise en soin de ladite bâtisse.

Pour le ministre Modibo Koné, l'inauguration du complexe administratif de la CG-SIFOR intervient environ 5 ans après la pose de la première pierre. Le bâtiment en question comprend : 32 bureaux tous équipés dont 03 salles de réunion, 02 salles de formations, 03 salles de cafétéria, 01 local pour chauffeurs, 01 bureau d'accueil et d'orientation, 01 Salle d'attente, 02 salles informatiques, 03 bureaux pour le stockage et l'archivage des données et des toilettes.

En admettant que ladite inauguration mérite

d'être marquée dans les annales du ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable (MEADD) en général et plus spécifiquement dans celles de la Direction nationale des eaux et forêts (DNEF), le chef du département a engagé Mme Kanouté Fatoumata Koné et ses collaborateurs à veiller scrupuleusement sur la bonne tenue et l'entretien de ce joyau. Cela en étant en conformité avec les missions assignées aux eaux et forêts, à savoir la capitalisation des données des ressources forestières et fauniques, le suivi de l'évolution des ressources forestières et fauniques et la diffusion des informations sur les ressources forestières, fauniques et sur les superficies brûlées des feux de brousse. A rappeler que le projet de construction codifié le 29 Mars 2017, sous le N°00717DGMP/DSP2017 a dû attendre 5 ans pour connaître son épilogue pour un montant total de 845.675.825F CFA repartis en un marché initial de 712.076.615 FCFA et d'un avenant 133.599.210 FCFA TTC.

Ki-Zerbo



Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

# Sortie de crise au Mali : Aliou Diallo appelle à la conclusion d'un pacte de stabilité

Un pacte de stabilité. C'est le principal souhait du président d'honneur de l'ADP-Maliba, Aliou Diallo, pour le Mali en 2023. Ce souhait, il l'a exprimé sur les antennes de Africable Télévision.



Le président d'honneur de l'ADP-Maliba, patron de la fondation Maliba, le milliardaire Aliou Diallo a exprimé ses vœux de meilleurs de l'année 2023 aux Maliens sur les antennes de Africable télévision. « **Que 2023, par la grâce de Dieu, voit se concrétiser les aspirations de chaque malienne et de chaque malien à vivre dans la paix et dans la prospérité, dans la sécurité et la confiance** », a laissé entendre le patron de la fondation Maliba. Selon lui, 2022 fut une année éprouvante pour toute l'humanité et

tous les pays du sahel déjà en proie à une crise multiforme depuis une décennie. Pour le cas spécifique du Mali, il a déploré les pertes en vies humaines, civils et militaires. Aliou Diallo a profité de ce vœu de nouvel an pour parler des causes de la crise malienne. Pour lui, l'une des causes de la douloureuse situation est d'ordre politique. « **C'est l'impossibilité, à cause de la fraude électorale, pour le peuple d'élire de manière incontestable les représentants légitimes chargés de conduire une politique**

menant à la paix et à la prospérité auxquelles il aspire », a-t-il déclaré.

## Un Pacte de Stabilité

Un des principaux vœux d'Aliou Diallo pour la nouvelle année, c'est la mise en place d'un pacte de stabilité. L'objectif, dit-il, « **est de retrouver la paix et la stabilité, indispensables, pour que le Mali connaisse l'essor économique qu'il mérite, de mettre en valeur ses précieuses et les énormes potentiels dont regorgent toutes les régions au profit de tous ses enfants, de permettre à notre pays de retrouver sa place dans le concert des Nations** ». Aussi, Aliou Diallo a lancé un appel précieux à tous les Maliens pour la réussite de ce projet. « **Le pacte de stabilité s'adresse également aux autorités de la transition, chargées de l'organisation de prochaines élections en proposant des mesures concrètes sur le plan national comme international pour qu'il n'y ait plus de fraudes électorales et de perturbations de l'ordre constitutionnel** », a expliqué l'ancien candidature à la présidentielle de 2018.

## Une force spéciale avec la CE-DEAO et la communauté internationale

Pendant que les Maliens demandent le départ de la Minusma pour manque de résultats, Aliou Diallo fait une nouvelle proposition, une autre force avec les voisins du Mali, cette fois-ci spéciale. Il trouve indispensable la coopération entre le Mali et ses voisins qui ont les mêmes problèmes. « **Ce partenariat stratégique militaire avec les pays voisins doit renforcer, la formation, l'encadrement et l'équipement de l'armée malienne. Créons une force spéciale avec nos voisins de la CEDEAO et les Nations Unies, cette fois-ci avec un mandat plus robuste et un financement mutualisé pour permettre la mise en place d'un vrai programme de sécurisation et de lutte contre l'économie criminelle au Mali et dans la sous-région** », a-t-il proposé.

## Les œuvres de la fondation Maliba

Aliou Diallo a également profité de cette opportunité pour revenir sur les multiples efforts de sa fondation en faveur des Maliens. « **Avec la fondation Maliba, nous poursuivons la réalisation de forages d'eau, des actions de reboisement, de dons des moulins et des formations de femmes aux techniques de fabrication et de commercialisation de savons et des produits d'entretien, leur permettant de générer les revenus. Nous poursuivons également la distribution de vivres, le pavage des rues pour l'amélioration du cadre de vie dans nos cités. Nous œuvrons toujours à la construction de classes et à l'octroi de bourses d'études pour la formation de jeunes et à la réduction du chômage. Nous construisons des centres de soins, aidons les hôpitaux dans les cas urgents** », a-t-il précisé.

### Le Mali dont rêve Aliou Diallo

Un Mali meilleur, souverain en termes de sécurité et d'économie. C'est ce que souhaite Aliou Diallo. C'est en tout cas ce qui ressort de son discours de vœux de nouvel an. « **Le Mali pour lequel je me suis lancé en politique, le Mali que je veux servir, le Mali dont je rêve, c'est un Mali stable dont l'intégrité territoriale est préservée. C'est un Mali qui convainc, qui rassure ses partenaires et la communauté internationale et qui parvient à lever tous les fonds dont il a besoin pour financer sa sécurité et son développement durable, un Mali débarrassé de toute corruption** », a insisté l'enfant de Kayes.

Il a enfin invité ses militants à préparer les élections à venir.

Un message dans l'air du temps qui atteste malheureusement le fait que Aliou Diallo suit de loin et distraitement ce qui se passe au Mali. En effet, les Assises Nationales de la Refondation ne sont que le Pacte de stabilité mais plus « GLOBAL » qu'il appelle de ses vœux. Et la force spéciale avec nos voisins de la CEDEAO est déjà en gestation au niveau de la CEDEAO mais malheureusement, pour l'instant, sans le Mali.

Boureima Guindo

## Élections de 2024 : L'Adema dans le starting-block

20 ans après son séjour à Koulouba, la ruche veut revenir aux affaires par les urnes. C'est pourquoi, pour des assises de sa 18<sup>e</sup> conférence nationale ordinaire, le Parti africain pour la solidarité et la justice (Adéma-Pasj) a donné rendez-vous à ses cadres et militants le 17 décembre 2022 à la Maison des Aînés pour évaluer les activités menées 14 mois après la tenue du 6<sup>e</sup> congrès qui a porté le Pr. Marimantia Diarra à la tête de la Ruche. Il s'agissait pour les héritiers du Pr.



**A**bdrahamane Baba Touré, du Président Alpha Oumar Konaré, du Pr. Ali Nouhoum Diallo d'échanger sur la vie du parti et l'environnement sociopolitique national et international et de fixer des orientations en vue de la conquête du pouvoir au terme de la Transition en cours.

L'éclat de cette première grande activité du Pr. Marimantia Diarra et sa troupe depuis la tenue du 6<sup>e</sup> congrès du parti aura été rehaussé par la présence du Pr. Dioncounda Traoré, ancien président de la Transition et président d'honneur de la Ruche, du président de l'URD, Goua-

gnon Coulibaly, des représentants du RPM, du Cadre d'échange des partis politiques, de la Codem, des Fare Anka Wuli, du Parena, du Miria, du Cnid, du PS-Yelen Kura, de la CDS-Mogotiguiya. En organisant cette activité, la Ruche entendait revitaliser ses structures pour la reconquête du pouvoir.

### Un parti de militants engagés...

Dans son discours de bienvenue, le Président Marimantia Diarra a exprimé sa joie pour la présence des partis frères à toutes les activi-

tés de l'Adéma-Pasj. Selon lui, les présentes assises constituent la première grande occasion pour les militants venus de nos différentes structures d'échanger sur la vie du parti et l'environnement sociopolitique national et international. A l'entendre, le 6<sup>e</sup> congrès ordinaire des 16, 17 et 18 octobre 2021 s'est tenu dans un contexte particulièrement difficile de la vie de l'Adema et du pays, un contexte pendant lequel les militants étaient à la recherche de boussole pour mieux s'orienter, après tous les balbutiements consécutifs à la laborieuse conduite de la Transition, surtout après les événements de mai 2021. De son point de vue, ce congrès a toutefois montré la maturité des responsables, des militantes et des militants qui ont su, dans un élan de grande sagesse et de dépassement de soi, adopter des résolutions et recommandations pertinentes, et doter le Parti d'une nouvelle direction nationale consensuelle de quatre-vingt et neuf (89) membres qui a l'insigne honneur et le privilège de présider pour un mandat de cinq ans. Il a ensuite noté que cet exercice démocratique au sein du Parti, réussi à un moment où le doute et le scepticisme commençaient à s'installer chez bon nombre de nos concitoyens, quant à notre capacité d'éviter un énième éclatement du Parti. C'est pourquoi, il a déclaré que cette conférence nationale permet de dire avec beaucoup de fierté que l'Adéma-Pasj reste et restera un parti de militants engagés qui, chaque fois que la pirogue prend de l'eau, dispose de ressorts nécessaires pour faire en sorte qu'elle ne coule pas. « Oui, il y a eu des déceptions, des frustrations, des ambitions contrariées. Mais, grâce à l'engagement militant des délégués, à leur patience, à leur persévérance et à leur sens d'anticipation, nous sommes parvenus à mettre nos egos de côté pour parvenir à l'essentiel, en dotant le parti d'une nouvelle direction soudée autour des valeurs fondatrices de notre organisation commune », a-t-il fait remarquer. Dans cette logique, Pr. Diarra a invité les cadres du parti à redoubler d'efforts dans le processus de redynamisation du parti, afin de faire face, dans l'entente et la cohésion retrouvées, aux défis présents et futurs : l'insécurité, la gestion du quotidien des Maliens lambda, l'affaiblissement programmé des partis politiques, la mise entre parenthèse des acquis démocratiques, les prochaines élections générales, etc. Abordant les élections à venir, il a affirmé : « Quel

que soit le moment où elles seront organisées, les élections doivent servir de tremplin à l'Adéma-Pasj pour confirmer son leadership sur l'arène politique nationale et reconquérir le pouvoir, à tous les niveaux. Pour réussir ce pari, il nous faudra simplement faire en sorte que la cohésion et l'unité dans l'action soient des valeurs cardinales que nous nous devons inculquer ». A cet égard, le président de l'Adéma-Pasj a fustigé les tentatives en cours pour mettre sous l'éteignoir la démocratie acquise au prix du sang des martyrs, pour dénigrer et détruire les partis politiques. Or, selon lui, il n'y a pas de démocratie sans partis politiques. Pour ce faire, il a appelé les forces progressistes, démocratiques et républicaines à se mobiliser, à mieux s'organiser autour d'un projet commun, fondateur pour notre nation en péril, afin de contrer ces entreprises malveillantes.

### Les raisons d'un soutien à la Transition

S'agissant la gestion actuelle des affaires de l'État, le Chef de la Ruche a maintenu que la Transition en cours dans notre pays devrait dessiner le futur d'un Mali nouveau, dans le cadre d'une vraie inclusivité, par la participation de toutes les forces vives. Car, de son avis nous sommes tous maliens d'abord avant nos choix religieux ou politiques. « Acceptons donc d'être unis autour du pays, malgré nos différences d'appréciation », a-t-il laissé entendre. Pr Diarra a saisi l'occasion pour déplorer le contexte marqué par la généralisation des difficultés de tous ordres dont l'insécurité, la cherté et le coût de la vie, tous facteurs d'approvisionnement de nos populations et de notre pays, l'ébullition du climat social, la détérioration des relations diplomatiques avec certains pays voisins et du monde. C'est pourquoi il invita une fois de plus les autorités de la Transition à privilégier, en toutes circonstances, un dialogue constructif et apaisé avec la communauté internationale, particulièrement avec tous les voisins du Mali, dans le strict respect de sa souveraineté. Par ailleurs, il fera comprendre qu'au regard des défis posés par le terrorisme, la réponse à la menace terroriste ne peut être que collective. Sur ce point, il a estimé que notre pays doit réfléchir à une grande coalition anti-terroriste dans laquelle ses intérêts fondamentaux seront pris

en charge et protégés, où il sera traité comme partenaire respecté et non un subordonné. Face à cette situation, il a donné la position de la ruche en ces termes : « Dans ce contexte particulièrement difficile pour notre pays, l'Adéma-Pasj tient à réaffirmer son accompagnement sincère au Président de la Transition, Colonel Assimi Goïta, en vue de faire face aux multiples défis politique, socio-économique et sécuritaire auxquels le Mali est confronté. Cet accompagnement éclairé et réfléchi qui vise à mettre le Mali au-dessus de toute autre considération, ne répond à aucune logique de quelconque partage de gâteaux ou de strapontins. Il s'inscrit plutôt dans une logique de partage de responsabilités et de risques pour une transition réussie, en vue d'asseoir la sécurité et une gouvernance vertueuse dans notre pays, ainsi que de créer les conditions favorables à l'organisation d'élections générales démocratiques, libres, inclusives, transparentes et mouvements politiques, indépendamment de leurs obédiences. Cela, en vue de sauver les fondements de notre pays et d'offrir une nouvelle offre politique susceptible de créer un nouvel espoir chez les Maliens ».

### Les fleurs des partis invités

Dans son message, le représentant du RPM, Boubacar Touré dit Bou a témoigné que l'Adema est en train de se ressusciter pour jouer le rôle de pionnier dans l'animation du débat politique au Mali. Il a saisi cette circonstance pour marteler : « La transition a beau durer, elle aura une fin. Moussa Traoré a fait 23 ans de Transition, il est parti malgré tout ». A sa suite, le porte-parole du CDR, Youssouf Ali Bathily dit Ras Bath, a retenu que la politique n'est pas une profession, mais plutôt une conviction au service du peuple pour le développement de la cité. De son côté, le Président de la plateforme Benkan, Seydou Mamadou Coulibaly, a reconnu que son mouvement a besoin d'un parti comme l'Adema pour bâtir quelque chose de grandiose au Mali. Selon le représentant de la Codem, l'appel de l'Adema est un appel à tous les fils du Mali. Jean Goïta

Source : La lettre du Peuple

## 2022 : Une année assombrie par des contre-performances

L'année 2022 s'achève, dans quelques heures, sur un sentiment de désillusion voire d'amertume pour le plus grand nombre de nos compatriotes.

Les autorités de la transition, qui ont hérité, il est vrai, d'un pays en état de décomposition avancée, n'ont pas su faire face, avec la diligence et l'efficacité appropriées, à leur demande pressante de nourriture, de logement, de santé, d'éducation, d'environnement propre. Pour tout dire de bien-être social.

Le terrorisme jihadiste, familier du paysage malien depuis les années 2000, a réalisé des gains territoriaux substantiels, profitant du vide créé par le retrait des forces françaises et européennes et la paralysie de la Force conjointe du G5-Sahel suite au départ du Mali. Un vide qui, il faut bien en convenir, tarde à être comblé par les FAMA et leurs nouveaux alliés russes.

Après un embourbement de sept ans, le processus de paix au nord est plus que jamais au bord de la rupture avec la décision récente des Mouvements signataires de l'Accord d'Alger les plus significatifs de suspendre leur participation aux organes chargés de sa mise en œuvre jusqu'à ce que la demande de la CMA, relative à « la tenue d'une réunion urgente sur un terrain neutre » avec la Médiation internationale, à l'effet d'une évaluation complète,

soit satisfaite.

La refondation de l'Etat, facteur de division supplémentaire des forces politiques et sociales, qui a servi à légitimer le second coup d'Etat militaire du 21 mai 2021 et à proroger la transition de deux années, avance à pas de tortue. Dans un entretien de fraîche date avec la presse publique, le ministre de la Refondation de l'Etat, Ibrahim Ikassa Maïga révélait que le Cadre Stratégique élaboré à cette fin prévoit cinq années pour la mise en œuvre des 517 recommandations issues des Assises Nationales de la Refondation (ANR) tenues fin décembre 2021. Ceci peut expliquer cela. Le bateau de la Transition est trop lourdement chargé pour avancer à la cadence souhaitable.

Mais il y a, assurément, d'autres explications tenant au déficit d'inclusivité qui a marqué, dès sa prise de fonction, la démarche du Premier ministre Choguel Maïga et la faiblesse de son ascendant sur l'administration, bien qu'en étant le chef constitutionnel. Or, c'est une évidence, une transformation de l'ampleur de celle recherchée n'est réalisable qu'avec l'adhésion de toutes les forces vives de la nation et la participation d'une administra-

tion compétente et entièrement acquise à la cause.

Conséquence du même manque d'inclusivité, le processus électoral paraît compromis par les déchirements autour du maintien de l'actuelle constitution révisée, réclamé par la majeure partie de la classe politique et de la société civile et la mise en place d'une nouvelle Constitution préconisée par les ANR.

Terminons ce survol rapide de l'année 2022 par deux observations : le Mali reste suspendu des instances de la CEDEAO et de l'UA ; ce qui représente une perte de voix et de présence au sein de ces deux organisations sous-régionale et continentale. Il a échoué dans sa tentative de convoquer « une réunion urgente » du Conseil de sécurité de l'ONU pour confondre et faire condamner la France pour « violations répétées de son espace aérien, atteinte à sa souveraineté et soutien aux groupes jihadistes ». Ce qui porte un coup sévère à sa crédibilité internationale.

Et, pour aggraver davantage la situation, il y a eu cette malheureuse affaire des 46 soldats ivoiriens arrêtés pour « mercenariat » et traduits devant la justice.

Au total l'année 2022 a été assombrie par une série de contre-performances liées à de mauvaises évaluations au double plan intérieur et extérieur. Ceux qui ont en charge la gestion du pays doivent en tirer les leçons pour 2023.

Saouti HAIDARA

Source : L'Indépendant



## Fête de fin d'année : Le poulet à prix d'or dans certains marchés

**Au Mali, les fêtes de fin d'année riment avec une grande consommation de viande de poulets. A quelques heures de la fête de la Saint Sylvestre, cette année à Bamako et à l'intérieur du pays les marchés semblent être bien fournis en volailles. Malgré tout, les poulets se vendent à prix d'or.**

**A** l'intérieur du pays les avis divergent sur le prix et la qualité des poulets. A Ségou, par exemple, des consommateurs jugent les prix des poulets exorbitants. «Ils peuvent vendre un poulet à 7.500 au marché de Ségou. Même pour un petit poulet, il faut payer 3.500, 4.000, vraiment c'est cher », affirme cet habitant rencontré au marché. Alors que pour cet autre consommateur, «le poulet est cher cette année tout comme l'an-

née dernière».

A Bandiagara des habitants estiment que les coûts moins élevés que l'année dernière. «Ici à Bandiagara le prix d'un poulet peut aller de 2.000 jusqu'à 5.000 F. Cette année, c'est un peu facile à acheter», disent-ils. Si à Bamako les clients se plaignent des prix, les vendeurs eux demandent aux autorités de limiter les tractations sur les voies routières. «Le fait que les autorités nous arrêtent avec

nos poulets en cours de route. Cela constitue de grandes difficultés pour nous. Nous demandons aux autorités de nous faciliter les choses pour que nous aussi nous puissions vendre moins cher », lance ce commerçant de volailles.

### Les mesures d'hygiène recommandées

Tandis que les clients se précipitent sur les poulets pour fêter l'entrée dans le nouvel an, les spécialistes de la santé animale recommandent la vigilance. Ils demandent aux consommateurs d'être regardant sur les mesures d'hygiène dans les points de vente de ces volailles. « Le service vétérinaire sillonne beaucoup le marché à volaille. Mais l'appel que j'ai à lancer aux consommateurs, c'est d'être prudent de ne pas payer ces chairs n'importe comment. Essayer de voir les points de vente ou les mesures hygiéniques sont respectées ». Conseiller Boubacar Coulibaly, vétérinaire.

Source : Studio Tamani



# Sénégal : 2023, une année décisive pour le pays de la Terranga

Le landerneau politique du Sénégal est en ébullition du fait d'un rapport accablant de la Cour des comptes sur la gestion du fonds Covid 19, de la prolifération de dossiers judiciaires, dont ceux du journaliste Pape Alé, de Khalifa Sall, Karim Wade, de l'affaire Sweet beauté... Il s'y ajoutent la longue liste des détenus politiques et de la société civile, la mystérieuse disparition des éléments de la gendarmerie et la possible candidature de Macky Sall à un troisième mandat qui constituent de gros nuages sur le ciel de la Téranga.



La société civile a organisé une grande manifestation le vendredi 30 décembre 2022, suite à l'immense tollé et l'indignation générale provoqués par la publication du rapport spécifique de la cour des comptes sur le Fonds Force Covid 19, dans lequel des ministères ont été épinglés pour des fautes de gestion et détournements de deniers publics. La manifestation a refusé au monde à la mythique place de l'obélisque, avec des jeunes des partis de l'opposition très remontés contre l'autorité de l'état et le pouvoir de Macky Sall. Les orateurs ont tous souligné, pour le regretter, le nombre important de détenus politiques, le recul de l'état de droit, la prévarication et le pillage des deniers publics par ceux qui sont aux commandes du pays.

La nature des fonds en question, liée à une situation de détresse nationale, a donné à l'affaire une grosse charge d'indignation, et a sans doute contribué au succès de la rencontre du point de vue de l'affluence.

Tous les orateurs de cette rencontre ont souligné la prolifération des détournements deniers publics, le recul de l'état de droit marqué par le bâillonnement des libertés et l'iniquité de la justice, et la violence politique qui prend des proportions inouïes.

Selon Moundiyaye Cissé de l'ONG 3D : « **La société civile réitère ses exigences à savoir la démission de tous les mis en cause ou à défaut qu'ils soient démis de leurs fonctions, le remboursement des montants détournés ou la confiscation des biens matériels ou fonciers des personnes indexées de ces détournements présumés.** » Il poursuit « **Nous exigeons aussi l'ouverture des 12 informations judiciaires demandées par la Cour des comptes et la mise en place par l'état d'un comité de suivi des dites recommandations avec l'implication de la société civile.** »

Avant lui, dans la semaine écoulée, Brahim Seck coordonnateur du Forum Civil Sénégal

avait averti : « **Les sénégalais veulent que des mesures conservatoires soient prises par le président Sall et que la justice se saisisse du dossier.** »

Lors de cette rencontre, la société civile n'a pas voulu donner la parole à certains leaders politiques de l'opposition ayant fait le déplacement. Mais c'est sans doute les huées et jets de pierre dont a été victime le leader du mouvement Servir et député à l'assemblée nationale, Pape Djibril Fall qui a le plus marqué les observateurs.

Et ce sont les militants du Pastef qui sont indexés. Leur leader Ousmane Sonko, dont on dit qu'il était arrivé juste au moment des faits, et a dû rebrousser chemin, par désolation, s'est indigné et a exprimé ses regrets. En disant : « **Nous déplorons le comportement de certains manifestants qui ont hué et harcelé monsieur Pape Djibril Fall. De telles attitudes n'apportent rien au combat que nous menons contre les graves dérives du régime de Macky Sall. Ne nous trompons pas de combat.** »

Du côté du pouvoir, le président Macky Sall qui avait demandé de laisser la justice faire son travail, était très attendu lors de son adresse à la nation à l'occasion du nouvel an. Une tradition républicaine qui finira par être chahutée, peu ou prou par l'opposition de Yééwi Askanwi qui a initié un concert de casseroles au même moment de l'allocution du président de la République. Rendre inaudible le discours du chef de l'état, tel était le but. D'ailleurs une frange de l'opposition n'a pas suivi ce mot d'ordre qu'elle trouve contre le civisme et les valeurs républicaines. Puérole selon elle. Le président Macky Sall qui était attendu sur la question de son éventuelle troisième candidature a renvoyé les sénégalais à patienter sine die. Pas un mot. Il a toutefois fait le bilan de son régime, avec un impressionnant actif pour les infrastructures et beaucoup d'efforts pour le social. On ne peut pas le lui nier, à la vérité.

Et comme pour dire qu'on ne vit pas que de pain, à ce bilan matériel, ses adversaires lui opposent un bilan immatériel bafoué et insignifiant. Et elle est longue la liste des détenus pour des faits liés à la politique et à la liberté d'expression, et tranche avec l'impunité dont semblent jouir les tenants du pouvoir.

Il s'y ajoute, qu'en cette fin d'année, le pays est traversé par des affaires judiciaires aussi brûlantes les unes que les autres. D'abord l'affaire

faire Pape Alé Niang du nom de ce journaliste d'investigations, arrêté une première fois, pour divulgation de secrets militaires, élargi à la faveur d'une libération provisoire et mis sous contrôle judiciaire, et ramené à la prison par la suite. Il observe depuis une grève de la faim et il se dit que son état de santé se détériore au fil des jours.

Pape Alé Niang patron du site en ligne Dakar matin, est soutenu par l'organisation Reporters sans frontières (RSF), mais surtout par la puissante Coordination des Acteurs de la presse et une très bonne partie de l'opinion publique.

Ensuite cette mystérieuse disparition d'un soldat et d'un gendarme, Fulbert Sambou et Didier Badji. Si le corps sans vie du premier a été repêché au large des côtes Sénégalaises, le second reste introuvable. Comme il a été signalé la découverte de deux jambes humaines sur l'autoroute à péage, de malins esprits sont allés en conjecture. Macabre situation.

Quelques analystes, à tort ou à raison, ne manquent pas de lier ces deux affaires : l'arrestation de Pape Alé et la disparition des éléments de la sécurité. Étaient-ils la source du journaliste ?

Si les dossiers de Khalifa Ababacar Sall candidat de Takhawou Sénégal à la présidentielle de 2024 et Karim Wade le fils de l'ancien président Wade, sont pendents sans grand bruit, il en est autrement de l'affaire Sweet beauté opposant Adjil Sarr à Ousmane Sonko.

L'accusé et l'accusation ont été entendus puis confrontés. Une pléiade de personnes concernées a été entendue, mais la partie civile demande l'audition de deux autres personnes toutes aussi concernées, selon elle, mais se heurte au refus du juge d'instruction. Le doyen des juges va-t-il renvoyer le dossier devant la chambre criminelle ou ordonner un non-lieu, comme l'exigent Sonko et ses avocats ?

On le voit 2023 sera sans aucun doute une année de tous les dangers, mais aussi une année décisive pour la stabilité et la gouvernance de ce pays, au moment où la sous-région est traversée par une grave crise sécuritaire.

Samba Moussa LY  
Correspondant à Dakar

## Maroc : Arrestation de plus de 32.000 candidats à la migration clandestine en 2022



Les services sécuritaires marocains ont procédé, durant l'année 2022, à l'arrestation de 32.733 candidats à la migration clandestine, dont 28.146 étrangers de différentes nationalités, révèle le bilan annuel de la Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN). Aussi, 92 réseaux criminels spécialisés dans la migration clandestine transfrontalière ont été interpellés outre l'arrestation de 566 organisateurs et intermédiaires, soit une augmentation de plus de 36 % en comparaison avec 2021, et l'interpellation de 415 organisateurs de l'immigration illégale, fait savoir la même source. Il a été également procédé à la saisie de 832 faux documents de voyage ou pièces d'identité, de 193 embarcations, de 156 moteurs marins et de 61 véhicules utilisés dans l'organisation des opérations de migration. Pour ce qui est des crimes financiers et économiques, les services de la sûreté nationale ont poursuivi le renforcement et le développement des techniques d'enquête pénale dans ce genre de crimes, aussi bien au niveau de la Brigade nationale de la police judiciaire (BNPJ), que de ses quatre brigades régionales de la police judiciaire à Rabat, Casablanca, Fès et à Marrakech. Ces brigades ont traité 453 affaires de corruption, de trafic d'influence, de fraude et de dilapidation des deniers publics et de chantage, soit une hausse de près de

17% par rapport à l'année écoulée, alors que 595 mis en cause ont été soumis à l'enquête dans le cadre de ces affaires, dont 296 pour corruption et trafic d'influence, 217 dans des affaires de fraude et de dilapidation des deniers publics et 82 pour chantage et abus de pouvoir. S'agissant des crimes de faux monnayage, d'usage frauduleux des moyens de paiement et de trafic de devises, les services de la Sûreté nationale ont traité durant l'année en cours 27 affaires relatives au trafic de devises (+17%), 53.449 affaires portant sur des infractions à la législation régissant les chèques, (+17 %), 184 affaires de fraude et de fraude aux moyens de paiement et 208 autres relatives à la falsification de monnaies et de devises. Ce genre d'affaires a permis la saisie de 9.373 faux billets de banque d'une valeur globale de 1.814.370 DH et de 17.701 faux billets de banque étrangers (6.530.370 euros, 105.900 dollars US, 743.000 roubles biélorusses et 2420 livres sterling), outre le démantèlement de 39 réseaux criminels, dont 28 s'activant dans la contrefaçon et la falsification de monnaies et de devises et 11 autres impliqués dans la fraude au niveau des moyens de paiement et des cartes de crédit.

APA

## « Personne ne le savais jusqu'à maintenant » : La grosse révélation de Zinedine Zidane

Après le limogeage de Tite, le Brésil aurait fait de Zinedine Zidane son grand favori pour devenir sélectionneur. Alors que tout le monde ne parle que de cette possibilité de voir l'un des joueurs qui ont fait le plus de mal aux Brésiliens diriger le Brésil, Zidane, lui, est revenu sur son match face à la Seleçao, lors de la Coupe du monde 2006.

Interrogé par le journal L'Equipe, « Zizou » a déclaré que c'était l'un de ses meilleurs matches avec les Bleus, mais surtout qu'il a joué cette rencontre avec une blessure. D'ailleurs, il ne devait pas disputer cette rencontre.

« Le Brésil en 2006 ? L'un de mes plus beaux matches chez les Bleus. Et que je joue blessé. [...] J'ai une boule sur la cuisse, personne ne

l'a su. Je passe des examens, ils me disent que je ne joue pas. Je dis : « Quoi? Hors de question. » », a-t-il révélé.

Qui a été le meilleur joueur africain en 2022 ?  
Sadio Mané  
Salah  
Bounou  
Aboubakar  
Amrabat

Osimhen  
Zambo Anguissa  
Mahrez  
Choupo-Moting  
Aubameyang

Source : Afrique Sports





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Mieux que personne, vous savez apaiser l'ambiance. Votre autorité rassure vos collaborateurs. Votre chef pourrait vous convoquer pour une évolution. Peu à peu, vous avancez vers un poste idéal. Mais des étapes sont encore utiles pour être épanoui.

Économiser est nécessaire. Uranus en Taureau vous donne des journées intenses. Vous faites des dépenses pour compenser. Ces frais peuvent concerner différentes choses. Des articles pour votre voiture et l'habitation vous plaisent. Fixez une limite.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Très déterminé, rien ne pourra vous détourner de vos objectifs professionnels. Ce serait plutôt un bon point, sauf que vous n'en ferez qu'à votre tête et que vous n'écoutez pas vos collègues qui vous reprocheront de ne pas tenir compte de leurs avis.

Saturne l'économe et Pluton l'intransigeant surveilleront votre gestion. À vous d'être rigoureux, car ils auront l'œil et traqueront les failles, sans concession. Ils seront aussi de bons conseils en vous suggérant de placer convenablement votre argent.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les astres vous soutiennent professionnellement. Si vous vous lancez dans une nouvelle réalisation, même chose, vous êtes épaulé. Vous pourriez obtenir une aide financière pour finaliser un projet. C'est un bon départ qui s'avère positif pour la suite.

Des mouvements financiers sur vos comptes vous feront sûrement penser que votre situation bancaire ne va pas si mal que cela, même après la période des fêtes. Restez prudent, car le temps d'un instant, une dépense imprévue va venir vous faire douter.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous risquez de vous exprimer de façon incorrecte au travail. Le carré Mercure/Uranus amène contradiction et refus de la discussion ! Prudence, car vos collègues ne sont pas habitués à vos sautes d'humeur, restez dans le contrôle, vous pourriez les décevoir.

Une vigilance s'impose aujourd'hui concernant votre argent. Vous risquez, de par le carré Vénus/Mars, de faire des dépenses inconsidérées pendant cette journée. Essayez, dans la mesure du possible, d'épargner votre porte-monnaie de votre mauvaise humeur !



## Lion (22 juillet - 23 août)

L'activité professionnelle vous fatigue. Le stress et l'attente de résultats entraînent des difficultés. L'ambiance devient pesante. Les collègues qui étaient vos amis, deviennent vos rivaux. Il est préférable de garder vos distances avec un collaborateur.

Les frais ne sont plus ce qu'ils étaient. Vous devez revoir votre façon de dépenser. L'argent doit d'abord passer par des charges. Les achats liés aux gadgets sont mis de côté. Vous devez freiner aussi sur les délicates attentions qui font plaisir.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous serez amené à vous exprimer dans votre sphère professionnelle et vous aurez intérêt à mettre sérieusement au point vos arguments. Votre sens analytique jouera en votre faveur et vous donnera quelques bons points pour être écouté attentivement.

On vous présentera une proposition qui ne correspondra pas du tout à vos attentes. Vous aurez donc tout intérêt à la refuser. En cherchant activement, vous pourriez tout à fait rebondir sur une autre opportunité, qui vous sera bien plus profitable.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des changements s'annoncent dans le travail, il semblerait que vous ne soyez pas prêt à les recevoir. Vous n'êtes pas dans un bon état d'esprit, du coup vous avez du mal à vous concentrer sur le professionnel. Faites une pause de 24 heures.

Les astres vous recommandent de faire attention à vos dépenses. Votre budget n'est pas aussi stable que vous le pensez, même si vous essayez de vous persuader du contraire. Faire un effort est la meilleure décision que vous pouvez prendre actuellement.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre nervosité et votre impulsivité vous jouent des tours au travail. Vous ne supportez ni autorité ni obligations, aujourd'hui ! En plus, vous vous sentez découragé et avez l'impression que tout se ligue contre vous, l'impuissance vous envahit.

De la prudence vous est demandée, car le carré Mars/Vénus peut vous pousser à faire des dépenses excessives. Votre nervosité d'aujourd'hui risque de se décharger sur votre porte-monnaie ! Essayez d'éviter d'en arriver là, vous pourriez le regretter.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous guidez facilement vos collaborateurs dans l'activité. Les tâches peuvent se faire dans de nouveaux bureaux. Du remue-ménage arrive dans votre service. Il faut s'adapter rapidement ! Une formation est possible. Elle devrait apporter des bagages.

Vous êtes raisonnable quand cela est nécessaire. En ce moment, vous commencez à réaliser des économies. Il faut faire attention aux coups de cœur. Des gadgets, sacs et accessoires pour les voyages, vous attirent ! Dépensez en payant en plusieurs fois.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous vous fiez à votre intuition pour prendre la bonne direction. Votre charisme, mélange subtil de bienveillance et de fermeté vous ouvrira des portes. Dans le travail, ces deux qualités vous permettront de gagner la confiance de votre hiérarchie.

Focus sur vos finances avec un Soleil pris en sandwich entre Pluton et Mercure. Vous devrez être attentif aux dépenses inutiles. En affaire, rien ne sera gagné non plus et malgré vos efforts, une négociation risquera de piétiner ou être dans une impasse.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous recevez le soutien tant attendu côté professionnel. Il était temps ! Cependant, vous êtes face à un choix important, avec pour possibilité de faire évoluer un projet ou celle de prendre une direction opposée. Il n'y a que vous pour décider.

Réduire les coûts surtout après la période des fêtes vous aidera à faire des économies. Des petits gains provenant d'activités occasionnelles vous permettent de gagner des bonus, c'est l'occasion de ne pas toucher à votre salaire.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Mars étant mal aspecté aujourd'hui, les relations au travail sont compliquées. Vous êtes de mauvaise humeur, nerveux et même susceptible, ce qui n'arrange rien. Toutes les mauvaises conditions sont réunies pour vous gâcher votre journée professionnelle !

Soyez vigilant aujourd'hui, car le carré Vénus/Mars risque de vous amener également des perturbations dans vos finances. Effectivement, vous pourriez faire des dépenses inconsidérées et même parfois excessives, la prudence s'impose dans ce domaine.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg</p> <p><b>1110 Malikilé</b></p> <p>Crise au sein du RPM <b>Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</b></p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p><b>1111 Malikilé</b></p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali <b>Revoilà le Cadre d'Echanges</b></p>	<p>Plus de 1000 personnes participent au Sommet de la CEDEAO</p> <p><b>1112 Malikilé</b></p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p>	<p>Le Mali s'assume à l'Organisation africaine de la promotion des femmes (OAPF) : Les capacités de 50 membres du CNT renforcées</p> <p><b>1113 Malikilé</b></p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p><b>1114 Malikilé</b></p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Conférence des chefs de file des professionnels du secteur invités à s'approprier l'Événement</p> <p><b>1115 Malikilé</b></p> <p>Barikina Faso CEDEAO : Issoufou Mahamadou, son médiateur contesté!</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p><b>1116 Malikilé</b></p> <p>Le top départ!</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p><b>1117 Malikilé</b></p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23